



À LA DGFIP AUSSI LES SACRIFICES ÇA SUFFIT !

A la mi juillet le Gouvernement a présenté un budget visant à ramener le déficit public sous la barre des 3% en 2029. Celui-ci se traduit par **une austérité historique de plus de 44 milliards d'euros** soit davantage que celle imposées dans le premier plan d'ajustement à la Grèce en 2011.

Un tel volume d'« économies » n'a **jamais été réalisé dans toute l'histoire du pays** et se traduit par une violence sociale sans précédent.

Après avoir transformé nos deux meilleures années de **retraite** en nos deux pires années de boulot, après le **gel quasi ininterrompu de la valeur du point d'indice** malgré un niveau d'inflation historique, après le **refus de réviser les grilles indiciaires** pour rétablir le déroulement de carrière, après l'**abandon de la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat** qui aurait dû bénéficier à près d'un tiers des agents de la DGFIP, après l'**amputation de 10% de la rémunération en cas de congés ordinaires de maladie**, voici désormais le **retour des forts volumes de suppressions d'emplois** (3 000 annoncées pour 2026) et du **non-remplacement d'un départ en retraite sur trois à compter de 2027** qui se traduira par **plusieurs dizaines de milliers de suppression d'emplois**, de la **non indexation des budgets** et la **fusion/suppression** d'un tiers des agences.

CHACUN DE NOUS PAIERA PLUSIEURS FOIS

A quoi il faut ajouter la **suppression de deux jours de congés** ou la **monétisation de la cinquième semaine de congés payés** après les deux ans fermes de la réforme des retraites. Le **gel du barème de l'impôt sur le revenu** va faire

entrer dans l'impôt plus de 300 000 personnes et augmenter la facture de plus de 15 millions d'autres. Le **gel des aides sociales** va accroître une précarité déjà record.

L'orientation est claire : chacun d'entre nous paiera plusieurs fois comme fonctionnaire, comme contribuable, comme salarié, comme parent, comme malade, comme retraité, comme citoyen... **Et il s'en trouve encore pour penser ce n'est pas assez !**

Dans le même temps, la Cour des comptes rappelle que les **baisses et allègements d'impôts privent les comptes publics de plus de 62 milliards par an** quand son Premier Président considère qu'« il n'y a **pas des masses à gratter** » du côté de la fraude fiscale, un rapport parlementaire évalué à **211 milliards par an** le **montant des aides aux entreprises sans conditions ni contreparties** et les **records de dividendes** sont pulvérisés année après année !

PAS UN EMPLOI DE TROP PAS UN EMPLOI DE MOINS !

Nous ignorons à cette heure quelle sera la **contribution, forcément exemplaire, de la DGFIP**. Mais notre année blanche à nous, déjà par deux fois trahie en 2025, ne résistera probablement pas aux orientations gouvernementales. On parle déjà de 550 suppressions d'emplois en 2026 et 600 en 2027 après la perte de plus de 30 000 emplois depuis 2008. Malgré le rempart de papier du ministère, dans le cadre de la revue des missions, qui a pour la première fois souligné les efforts du ministère, la **DGFIP continuera selon toute vraisemblance à subir un sort sans équivalent dans toute la fonction publique**. Les agents continueront à

porter à bout de bras le service public malgré les moyens qu'on nous refuse. **Jusqu'à quand ? Il n'y a pas un emploi de trop à la DGFIP, il ne peut donc plus y avoir un emploi de moins !**

LÉGITIME DÉPENSE !

Continuer à affaiblir l'administration en charge de financer toutes les autres n'a aucun sens et **ce sont les attributions régaliennes qui désormais sont directement menacées.**

La DGFIP est confrontée à une **recrudescence d'actes désespérés** qui en six mois dépassent déjà les niveaux des années précédentes et nous nous acheminons vers un **inadmissible record historique. Nous sommes au bout d'un système** qui nous offre chaque année un rabet tout neuf qui coupe mieux encore que le précédent.

Il dépend de chacun d'entre nous que le service public républicain tel que nous l'avons reçu, tel que nous le faisons vivre au quotidien, **nous puissions encore le transmettre** aux générations suivantes.

Nous sommes en état de légitime dépense !

Ne déléguons pas à d'autres l'impérative réaction collective. Nous faisons tous partie de la solution !

La **colère est immense** mais peine à parfois trouver les voies de son expression collective. **Nous n'avons désormais plus le temps de ne pas y croire. C'est maintenant qu'il faut imposer la justice fiscale et sociale et combattre la violence sociale.**

L'ensemble des confédérations syndicales appelle à la grève interprofessionnelle le 18 septembre prochain, F.O.-DGFIP appelle les agentes et les agents de la DGFIP à s'en emparer et à être massivement en grève et dans les manifestations sans attendre d'un changement de gouvernement d'autre « rupture » que celle de plus en plus profonde du pacte républicain.

Et parce qu'une journée ne suffira probablement pas, après la réussite du 18 septembre rassemblons-nous partout en assemblées générales pour débattre et nous organiser sur la durée.

POUR QUE DEMAIN NE RESSEMBLE PLUS À AUJOURD'HUI, C'EST LE MOMENT DE FRAPPER FORT !

AUSTERITÉ RECORD, VIOLENCE SOCIALE
18 SEPTEMBRE
POUR LA JUSTICE FISCALE ET SOCIALE
TOUS EN GRÈVE
ET DANS LES MANIFESTATIONS